Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 29 (1937)
Heft: 1

Artikel: Pour une nouvelle politique
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384077

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour une nouvelle politique.

Par *Max Weber.*

Le but des lignes directrices

réside dans le fait de réaliser une nouvelle politique. Est-il nécessaire de donner toutes les raisons de cette mesure qui s'impose? Au moment où la Suisse se trouve en plein désarroi économique, où la politique des autorités fédérales échoue dans presque tous les domaines, où le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ne peuvent plus remédier à la tension qui existe entre eux et le peuple qu'à coup de pleins pouvoirs, d'arrêtés d'urgence et de lois policières, ce qui naturellement ne fait qu'augmenter cette tension et menace gravement la démocratie. Etant donné cette situation, nous jugeons inutile d'insister là-dessus. Personne ne saurait contester la nécessité qu'il y a à donner un autre cours à l'économie et à la politique de l'Etat en général.

Dans leurs revendications, les lignes directrices indiquent nettement ce que doit être pratiquement la nouvelle politique. Elles veulent une politique *constructive*, une augmentation de la production, des revenus, au lieu de la politique de baisse que l'on cherche à poursuivre même après la dévaluation. Elles visent — et c'est là que réside le fait nouveau — à remplacer la lutte entre les divers intérêts économiques, par une *compensation aussi équitable que possible.* Cela concerne, d'une part, les relations entre ouvriers et employés et, d'autre part, entre paysans et artisans. C'est pourquoi dans les lignes directrices, le revenu en tant que prix, s'il s'agit du revenu du travail, est traité surtout comme le revenu du salaire, l'interdépendance des prix et des salaires est admise et on vise à assurer un gain suffisant aux salariés comme aux travailleurs indépendants. Il faudra que, grâce à une politique sociale équitable, les favorisés au point de vue économique fassent preuve de solidarité à l'égard de ceux qui le sont moins ou pas du tout. Cela n'ira pas tout seul, car le « Front des Confédérés artisans de leur propre salut » mènera la lutte jusqu'au bout.

Quels sont les promoteurs des lignes directrices?

Le texte des lignes directrices à lui seul n'est pas ce qui importe le plus, mais ce qu'on en fera. Il est donc d'une importance primordiale de savoir: Quelles sont les forces qui promouveront cette nouvelle politique?

Ce sont tout d'abord les fédérations qui ont élaboré les lignes directrices. Et ce sont là des organisations qui avec l'appui de quelques petits groupements sont parvenues à gagner à leur cause 425,000 électeurs lors de la campagne pour l'initiative de crise.

Depuis, la puissance combative de ces organisations n'a pas diminué et la confiance dont elles jouissent parmi le peuple n'a surtout pas été réduite du fait que les événements leur ont donné raison sur toute la ligne.

On peut également affirmer sans prétention aucune que jusqu'ici ces organisations ont prouvé qu'il ne s'agit nullement de programmes aux mille enjolivures, pas plus que de vaines ambitions politiques, mais bien de la *chose* en elle-même et qu'elles mettront tout en œuvre pour la réaliser.

Ces « organisations fondatrices », comme on pourrait les appeler, ne sont pas isolées. D'autres organismes économiques et politiques ont décidé de collaborer à l'œuvre ou ont promis leur appui. Le mouvement pourra ainsi se répandre et se renforcer. Toutes les organisations, groupes ou personnalités qui s'affirment en faveur des principes et des revendications pratiques des lignes directrices et entendent collaborer loyalement à leur réalisation, sont les bienvenus.

Difficultés.

Le mouvement en faveur des lignes directrices aura encore certainement à surmonter de grandes difficultés. S'il n'en était pas ainsi, on serait en droit de se demander si elles ont une valeur quelconque; car toute grande idée se heurte à des montagnes de difficultés. Or, les difficultés sont là pour être surmontées. Il importe avant tout de connaître ces difficultés pour pouvoir les éliminer.

L'une de ces principales difficultés réside dans la *méfiance* qui règne entre les divers groupes populaires et surtout entre les différents mouvements. Au cours de ces 3 années de collaboration, cette méfiance a cependant déjà passablement diminué. Elle subsiste néanmoins, plus particulièrement entre les organisations qui n'ont pas adhéré au mouvement en faveur des lignes directrices.

Il y a deux manières de se comporter avec autrui. On a confiance en quelqu'un jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'il ne la méritait pas ou l'on se méfie d'autre part aussi longtemps que celui qui fait l'objet de notre méfiance, n'a pas prouvé qu'il en est digne. Si l'on appliquait partout la première manière, la vie en commun occuperait certainement un rang sensiblement plus élevé malgré maintes embûches qu'elle peut réserver. Malheureusement en politique, c'est généralement la deuxième méthode que l'on applique, et l'on ne fournit aucune occasion à l'adversaire de prouver qu'il est un honnête homme, parce qu'on ne tient pas du tout à *cette preuve.*

Nous comprenons fort bien que de part et d'autre on éprouve encore de la méfiance et nous n'exigeons de personne qu'il partage notre point de vue, aussi longtemps qu'il n'est pas convaincu.

Il est une chose que nous sommes en droit d'attendre d'un honnête homme, même s'il est notre adversaire politique, à savoir: qu'il juge objectivement les faits et ne les combatte pas par le mensonge et la calomnie.

La décision du comité directeur du Parti socialiste suisse, recommandant au congrès de s'affirmer en faveur des lignes directrices, a fourni la principale matière à discussion à la presse adverse. Cet événement permet aux journaux de droite de déballer tout leur ancien répertoire de lieux communs: On voit bien qu'il s'agit uniquement d'une manœuvre de politique de parti; les lignes directrices sont destinées à tailler une bûche au sein de la bourgeoisie; on s'efforce d'opérer une concentration vers la gauche; le mouvement en faveur des lignes directrices n'est qu'un moyen de prêter main-forte au socialisme pour parvenir au pouvoir. Nous connaissons ces défenseurs depuis la campagne pour l'initiative de crise.

Nous demandons tout d'abord aux bourgeois qui nous adressent de tels reproches: Pour quelle raison déniez-vous au Parti socialiste le droit de s'affirmer en faveur des lignes directrices? Depuis des années ils reprochent aux socialistes de ne pas se placer sur le terrain de la démocratie et de rejeter la défense nationale. Parce que, sous l'influence des grandes transformations internationales, le socialisme a modifié son point de vue, il semble que ce fait contrarie bien plus ses adversaires que l'attitude qu'il avait autrefois. Cependant, il faut que les partis bourgeois se rendent bien compte qu'à la longue ils ne pourront plus gouverner sans la classe ouvrière socialiste. Le fait d'éliminer la classe ouvrière de toute collaboration dans la gestion de l'Etat, n'est pas seulement une injustice, mais également un grave danger pour la démocratie. *La bourgeoisie ne peut pas à elle seule résister au fascisme.* La chose n'est pas plus faisable en Suisse qu'elle ne le fut en Allemagne, en Autriche ou en Italie. Les milieux bourgeois partisans de la démocratie doivent tendre la main à la *classe ouvrière* s'ils entendent maintenir la démocratie. Il faut en outre déclarer bien haut que tous ceux qui désormais favorisent un gouvernement sans et contre le mouvement ouvrier démocrate, se font sciemment ou inconsciemment les valets du fascisme.

A cela on objectera: Le Parti socialiste lutte pour obtenir le pouvoir politique. A quoi, on répondra: Quel parti politique ne lutte pas pour le pouvoir? N'est-il pas comique que ceux qui détiennent le pouvoir et n'entendent pas en céder une parcelle, fassent précisément ce reproche à d'autres? Il va de soi que chaque parti essaye d'augmenter sa puissance. Nous tenons à déclarer catégoriquement que le mouvement en faveur des lignes directrices n'a nullement pour but de favoriser un parti ou l'autre pour obtenir le pouvoir. Il se peut que certains représentants de parti de l'un ou l'autre des mouvements aient cette intention. Il se peut qu'on l'essaye ici ou là. Quoi qu'il en soit, *les promo-*

teurs du mouvement en faveur des lignes directrices combattront sans merci tout abus qui pourrait être commis dans un but de politique de parti. Ils n'hésiteraient également pas à exclure un mouvement qui ne collaborerait pas loyalement. Le fait que le mouvement des lignes directrices s'appuie sur d'importants organismes économiques, qui n'ont aucune ambition politique, est, à notre avis, la meilleure garantie contre tout abus politique d'où qu'il émane.

Si l'adhésion du Parti socialiste au mouvement des lignes directrices devait renforcer les éléments de gauche qui y figurent, la faute en serait précisément à ceux qui restent à l'écart et critiquent. On peut d'ores et déjà constater qu'il n'y aura pas de composition unilatérale. Les organisations qui sont en dehors de tout parti et les groupes bourgeois forment la majorité dans le mouvement des lignes directrices. Il ne sera nullement question d'atteindre des buts marqués d'un sceau politique quelconque, mais bien plus de défendre *des intérêts* communs et de parvenir à des buts communs.

Certains journaux bourgeois prétendent en outre que parmi les socialistes et les syndicats se trouvent des gens qui se refusent à admettre les principes qui sont à la base des lignes directrices, et ces mêmes journaux déclarent que leurs organisations ne collaboreront pas à l'œuvre, aussi longtemps que ces gens resteront dans le mouvement. Nous répondons ouvertement à ces organes: Les lignes directrices exigent des organisations et de leurs organes qu'ils s'affirment en faveur des principes, ce qui n'exclut pas que les membres pris individuellement peuvent être d'un avis différent. Nous respectons la liberté de pensée et déclinons catégoriquement toute méthode telle que celles appliquées par le Troisième Reich. Celui qui reconnaît les statuts et les décisions de l'Union syndicale et collabore loyalement peut être membre d'une organisation syndicale; nous ne nous préoccupons pas de ses conceptions personnelles.

Un parti peut également avoir des membres qui ne partagent pas, d'une manière absolue, toutes ses tendances. Il appartient à ces organisations de délimiter dans quelle mesure elles peuvent accepter dans leur sein, des membres qui sont d'un avis contraire. Nous ne voulons pas de *synchronisation* et nous n'acceptons pas que l'on nous impute de tels desseins. Du reste, nous n'avons jamais prétendu par exemple que si une organisation radicale s'affirmait en faveur des lignes directrices, elle devrait au préalable exclure tous ceux de ses membres qui ne seraient pas du même avis; sinon il y aurait lieu d'exclure d'emblée ceux des journalistes dont les sympathies vont si ouvertement aux Mussolini, général Franco et autres dictateurs. On ne saurait tenir compte de l'opinion de chacun. Ou bien l'on a confiance en une organisation et ses dirigeants, ou bien on ne l'a pas, quelle que soit l'opinion de certaines personnes.

D'aucuns émettent la crainte de voir les lignes directrices perdre de leur efficacité ou être entravée dans leur application, par l'adhésion de mouvements qui intérieurement ne se placent pas sur le même terrain. Nous ne croyons pas qu'un tel danger existe sérieusement. Car à ce moment-là les mouvements qui ont tout intérêt à la réalisation de cette nouvelle politique, seraient assez forts pour s'opposer à un sabotage sous quelle forme qu'il se présentât.

Il y aura d'autres difficultés encore, c'est pourquoi il est préférable de ne pas se faire d'illusion. Nous sommes néanmoins persuadés que la bonne volonté de tous les participants viendra à bout de toutes ces difficultés.

Le travail a commencé.

La dévaluation a activé tout le développement économique et social. De nombreux problèmes ont pris une nouvelle acuité et d'autres ont surgi. Or, la direction politique et économique poursuivie jusqu'ici est incapable de mener ces problèmes à chef. C'est pourquoi il importe de se mettre à l'œuvre sans tarder, dans l'esprit des lignes directrices.

Les organisations qui ont élaboré les lignes directrices ont de ce fait immédiatement lancé diverses actions qu'elles ont jugées indispensables. On leur a reproché à cet effet de mettre les groupes qui seraient encore disposés à adhérer au mouvement, devant des faits accomplis. Ce reproche n'est nullement justifié et ne peut être émis que par des gens qui n'ont absolument pas l'intention de réaliser les revendications du programme. Le fait serait plus grave si l'on reprochait au mouvement des lignes directrices de rester impassible devant les événements.

Jusqu'ici trois actions ont été entreprises sous forme de requêtes adressées au Conseil fédéral et appuyées par des propositions soumises au Parlement et par des interventions verbales auprès des instances compétentes. Il s'agit d'une requête en vue de la création méthodique et largement répandue de travaux publics, en faveur du maintien du prix du pain et de l'augmentation immédiate du prix du lait en faveur du producteur sans charger le consommateur et finalement d'une proposition de prélèvement d'un impôt sur les bénéfices réalisés à la suite de la dévaluation. Nous publions ces trois requêtes dans la présente « Revue syndicale ». Les trois ont un but commun: Venir en aide aux milieux les plus gravement frappés par la crise; encourager l'amélioration économique qui se manifeste peu à peu, et obtenir les moyens financiers nécessaires auprès de ceux qui sont le plus à même de faire un sacrifice pécuniaire.

Ce sont là naturellement quelques tâches primordiales. Il en est d'autres qu'il conviendra également de réaliser sans retard. Or, ce n'est ni le nombre ni la longueur des requêtes qui im-

portent, mais bien les forces mises en œuvre pour la réalisation des revendications. Cette réalisation dépend avant tout de la propagande que feront dans le pays tout entier les groupes qui collaborent sur la base des lignes directrices.

Pourquoi des lignes directrices?

Par le Dr *A. Gadient.*

Bien que le développement de la politique et surtout de la politique économique de ces dernières années ait donné lieu à de graves soucis, certains indices favorables ont cependant été enregistrés. C'est ainsi que l'on en est arrivé peu à peu à considérer comme un grand avantage le fait qu'on reconnaît de plus en plus que la Suisse doit être maintenue sous forme de démocratie ou alors cesser d'exister.

Il n'est pas moins réjouissant de voir que l'on admet également que cette démocratie doit être défendue et développée uniquement par des moyens démocratiques, car toute tentative d'opérer un changement par la violence, l'insurrection ou la révolution entraîne fatalement un recul social et économique tout en mettant en question la démocratie comme telle. Il est assez malheureux que le désarroi ait régné si longtemps chez nous, que pendant si longtemps on ait, chez les gauches, à l'exemple de mouvements étrangers, nourri l'idée d'un brusque changement et parmi les droites affiché des tendances nettement fascistes sous l'influence d'événements étrangers.

Il est à espérer actuellement que les esprits sont calmés. On se rend compte de plus en plus qu'aucune solution, pas plus un bloc orienté vers la bourgeoisie qu'un Front unique populaire, n'est en mesure de sauver la Suisse ou même d'assurer son développement économique et social; ce qu'il faut c'est l'union de toutes les forces visant à la reconstruction économique. A ce propos nous ne nous faisons pas d'illusions. Il ne s'agit nullement d'encourager une réconciliation sentimentale, de se dissimuler ou de taire les contradictions. Au contraire, il faut bien se rendre compte que cette nouvelle orientation ne se fera pas sans coup férir, comme du reste aucun progrès n'a jamais été réalisé sans lutte.

Les « lignes directrices » veulent avant tout créer l'unité nécessaire. Non pas en vue d'élaborer un beau programme de plus; car ce ne sont pas les programmes mirifiques et les belles promesses qui manquent. Les « lignes directrices » n'auront un sens que si l'on parvient à la réalisation du programme qu'elles contiennent. Leur tâche ne consiste pas seulement à former et à réunir une majorité du peuple suisse, non, ce qu'il faut c'est